

Mai..lédiction

L'Express – Humeur - Sylvain Ranjalahy - 08/05/12

Tout semble concourir à un recommencement de l'histoire. Quarante ans après le 13 mai 1972, les événements se précipitent et prennent exactement la même allure, toute proportion gardée et avec des motivations différentes. Toujours est-il qu'à la base se trouvent des mouvements estudiantins qui n'avaient rien de politique au départ mais qui avaient fini par abattre la première République. Au fur et à mesure que la date mythique du 13 mai approche, les divers foyers de tension gagnent en intensité attisés soit par l'indifférence, fatale, des autorités, soit par des mesures inappropriées qui ne font que mettre de l'huile sur le feu. Les crises dans la crise semblent assez mal gérées jusqu'ici et risquent de trouver un dénominateur commun pour devenir un vaste mouvement de contestation populaire. Ainsi se terminait le mandat du premier président de la République.

L'apaisement tant souhaité reste pour le moment dans le domaine de l'utopie. Les bras de fer se multiplient ici et là entre les pressantes revendications sociales et l'intransigeance de l'État qui s'est mordu le doigt en procédant à des traitements de faveur pour certains avant de déclarer que le pays est en difficulté et que la Transition n'est pas tenue de satisfaire et rattraper les oublis des régimes antérieurs. La pilule est difficile à avaler. Les médias en font leur chou gras. L'État a eu la maladresse de répondre du berger à la bergère à deux brebis égarées de son propre foyer et qui ont choisi de se mettre de l'autre côté de la barrière. Une bisbille qui n'aurait dû être qu'un détail mais qui est aujourd'hui en train de prendre une ampleur nationale. La guerre sur les ondes est devenue irrépressible et sans concession de part et d'autre atteignant des « sommets » insoupçonnés dans l'art du déballage et du dénigrement.

À un moment où l'on parle de réconciliation nationale, d'apaisement, on ne voit pas dans un camp comme dans l'autre, le moindre indice, la moindre velléité allant dans ce sens, prouvant cet esprit. Quand l'État réquisitionne deux « mastodontes » du micro pour donner des répliques à ses détracteurs, cela ne laisse augurer la moindre intention d'oublier le passé à défaut de pouvoir pardonner le mal qu'on s'est fait mutuellement. Quand celui auquel est promis la présidence du comité national de réconciliation se distingue par son extrémisme, son intolérance, sa provocation, son port altier, le rapprochement risque d'être une pure partie d'hypocrisie, une portion de complaisance à l'image du pouvoir de consensus qui est un bel ensemble hétéroclite, une basse-cour où les colverts évitent les sarcelles.

Quand les forces de l'ordre trouvent un malin plaisir à abuser des bombes lacrymogènes pour disperser tout attroupement, même de badauds ou d'évangélistes à court de chapelle, on se demande si l'heure est encore à la réflexion, si le bon sens et l'entendement se trouvent encore tapis quelque part dans les Palais d'État ou dans les états-majors militaires.

La violence est visiblement dans une logique d'escalade comme en témoignent les explosions de bombes artisanales qui sont l'expression d'une contestation réprimée. Elles sont venues gonfler les rangs des bandits qui rétrécissent d'un jour à l'autre l'espace vital de la population et qui se moquent éperdument des mesures prises par les forces de l'ordre. Les ingrédients sont au grand complet pour faire de mai un mois de tous les dangers quand une épidémie que l'on croyait en net recul depuis 2005, en l'occurrence le paludisme, ressurgit de façon fracassante. On se demande si les États-Unis, principal bailleur de fonds dans la lutte contre le palu ont abandonné leur soutien en même temps que l'Agoa.

La Transition fait ainsi face à plusieurs fronts aussi redoutables les uns que les autres. Aura-t-elle les reins assez solides, les épaules assez larges pour tenir le coup, pour éliminer tous ces paramètres que la Feuille de route n'avait pas prévu, faute d'avoir intégré des pasteurs voyants parmi les signataires Il importe de régler tous ces problèmes avant de procéder aux élections. La pauvreté, la faim, le paludisme sont autant de partisans de l'abstention et de prédateurs de voix.